

Adainville

Bazarvile

Bonvillers

Bossets

Bourdonné

Boutigny-Prouais

Civry-la-Forêt

Condé-sur-Vesgre

Courgent

Dammartin en Serve

Dannemarie

Fins Neuve Egise

Goussainville

Grandchamp

Gressey

Havelu

Houdan

La Hauteville

Le Tartre Gaudran

Longnes

Maulette

Mondreville

Montchauvet

Mulcent

Orgerus

Orvillers

Osmoy

Prunay le Temple

Richebourg

Rosay

Septeul St Lubin de la Have

St Martin des Champs

Tacoignières

Tifly

Villette

DÉCISION N°18 DU 8 avril 2024

Avenant au contrat de cession spectacles « Saperlipopette ! » et « Mon ami Perrault » - Médiathèque Jean Ferrat – 28/09/2024 Décalage de la date : du 28 septembre 2024 au 12 octobre 2024

Le Président,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5211-9, L. 5211-10 et L. 5216-1 et suivants :

Vu l'arrêté inter préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boissets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir);

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais ;

Vu la délibération n°24/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CC Pays Houdanais ;

Vu la délibération n°27/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à la délégation de pouvoir du Conseil communautaire au Bureau communautaire ;

Vu la délibération n°17/2022 du 15 février 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil communautaire au Président :

VU le budget primitif 2024 voté le 28 février 2024 ;

CONSIDERANT que par décision n° 17/2024, la CC Pays Houdanais a signé un contrat de cession pour organiser deux spectacles réalisés par Corinne Duchêne : « Saperlipopette ! » et « Mon ami Perrault » le samedi 18 septembre 2024 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier la date des spectacles pour tenir compte de la foire St Matthieu à Houdan qui devrait se tenir du 27 au 29 septembre 2024;

CONSIDERANT l'avenant au contrat de cession présenté par la société Lyloprod sise 70 rue de la Couture – 36000 CHATEAUROUX, pour l'organisation de ces deux spectacles le 12 octobre 2024 à la médiathèque Jean Ferrat à Houdan et à la bibliothèque de Bazainville ;

DÉCIDE:

ARTICLE 1 : D'accepter l'avenant au contrat présenté par la société Lyloprod sise 70 rue de la Couture 36000 CHATEAUROUX, pour l'organisation de deux spectacles le 12 octobre 2024 à la médiathèque Jean Ferrat à Houdan et la bibliothèque de Bazainville ;

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS HOUDANAIS

22, porte d'Épernon BP15 78550 Maulette

T. 01 30 46 82 80 F. 01 30 46 15 75

ccph@cc-payshoudanais.fr

www.cc-payshoudanais.fr

Accusé de réception en préfecture 078-247800550-20240409-DEC1808042024-AR Date de télétransmission : 09/04/2024 Date de réception préfecture : 09/04/2024



ARTICLE 2 : Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

HOUDANAIS 5

Fait à MAULETTE, le 8 avril 2024

Président.

Jean-Marie TÉTART

Affichée à la porte de la CCPH / Publiée sur le site internet de la CCPH le : 9/06/1001

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaux par principe, et sauf exceptions, à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.